

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 397

Rubrik: Point de vue

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Centralisation et liberté

Dans un récent article, j'ai essayé de mettre en évidence certaines implications de l'option centralisation/décentralisation pour le cas particulier de la production d'énergie. Mais ce choix entre la centralisation et la décentralisation a des conséquences très vastes et bien plus fondamentales que ne peut le laisser entrevoir l'analyse d'un aspect particulier. Et c'est ce choix que nous devons, me semble-t-il, poser clairement. Il est très probablement lié à une sorte de dimension critique de l'entité politique indépendante la plus petite. Pour l'heure cette entité est l'Etat-nation. En effet les subdivisions internes de cet Etat (cantons, communes, provinces, etc.) ne sont jamais complètement indépendantes du gouvernement central : jusqu'à la frontière de l'Etat-nation il y a au moins droit de regard des différents échelons de gouvernement l'un dans l'autre. Par contre, tout regard, ne parlons pas de critique, jeté par-dessus la frontière est décrit comme une immixtion intolérable dans les affaires intérieures de l'Etat.

Tous les Etats-nations, à l'exception peut-être de la Chine de Mao, sont centralisés avec des variantes. On se dispute surtout sur ces variantes, mais on ne remet guère en cause la centralisation elle-même. Les Etats-nations sont tous suffisamment grands pour que cette centralisation débouche sur une hiérarchie très abrupte où l'on trouve en haut un petit nombre de gens réputés très importants et en bas la grande masse anonyme de la population. Celle-ci va de temps en temps voter. L'objet du vote est ou bien de choisir entre une ribambelle de candidats désireux de sortir de l'anonymat et de faire fonctionner eux-mêmes la mécanique démocratique existante, ou bien un objet particulier jugé suffisamment anodin par les gens en place pour qu'on puisse laisser le peuple en décider sans risques de bouleversement (ce qui ne veut pas forcément dire que cet objet soit sans

intérêt). Cet arrangement s'appelle la démocratie et les dirigeants de chaque Etat-nation sont particulièrement fiers de leur démocratie à eux dont ils se disent d'ailleurs les garants. On fait aussi beaucoup d'efforts pour que cette fierté déteigne un peu sur le bon peuple.

Il est admis comme allant de soi par les dirigeants que le peuple est en moyenne satisfait de la démocratie qu'on lui a proposée. On ne lui demande jamais s'il ne préférerait pas autre chose. On ne nous demande pas si cela nous paraît vraiment si indispensable qu'il y ait une organisation centrale avec les ramifications de contrôle appelées administration (contre laquelle presque tout le monde râle au moins une fois dans sa vie) et si l'on ne préférerait pas s'organiser un peu nous-mêmes à un échelon plus petit. Un échelon suffisamment petit pour qu'il n'y ait pas de grands chefs mais seulement des gens qui collaborent, avec occasionnellement un responsable pour certains travaux demandant de la coordination pour un temps limité.

On se débrouillerait plus soi-même pour se procurer les nécessités fondamentales comme l'eau et l'énergie. On se débrouillerait même pour épurer ses eaux soi-même, ce qui est possible sans béton et avec très peu de canalisations. On pourrait peut-être même construire en partie sa propre maison selon ses propres critères de confort et d'esthétique et sans avoir recours à la mise à l'enquête revêtue de la signature d'un architecte SIA dont le goût, quand il en a, est à l'image de la planche à dessin devant laquelle il a été formé.

On me dira que c'est aller un peu loin. Peut-être aujourd'hui, mais à long terme ce n'est pas certain. Il est clair par contre que l'on ne peut pas décentraliser rapidement, ne serait-ce déjà que parce que le pouvoir en place a des moyens considérables de l'empêcher.

Le problème est comment amorcer la tendance à la décentralisation. Est nécessaire peut-être une certaine concertation entre les gens désireux de déclencher ce mouvement, et il y en a. La lutte dans cette direction s'est surtout concrétisée ces

temps par l'opposition aux centrales nucléaires et on peut penser qu'elle n'en restera pas là. Il y a beaucoup de domaines où un retour à plus d'indépendance est urgent. Par exemple la médecine qui est devenue une méthode pour enrichir les médecins et les fabricants de médicaments au lieu d'être une méthode pour guérir les malades et maintenir en bonne santé les autres. Par exemple la construction d'immeubles qui est devenue une méthode pour enrichir les promoteurs et spéculateurs au lieu d'être une méthode pour loger des gens décemment.

D'autres organisations

On me dira aussi que les petites entités sociales où la coopération aurait le rôle prépondérant doivent aussi interagir, résoudre des problèmes communs, etc. C'est vrai. Mais cela n'implique pas du tout qu'elles doivent pour cela créer un pouvoir central. Cela n'implique pas non plus qu'il doive y avoir des frontières rigides avec applications de jeux de lois différents de part et d'autre de celles-ci. Le fait que l'on ait procédé de cette manière pendant un certain temps, court par rapport à l'histoire de l'humanité, ne prouve pas que c'est la seule solution possible, ni même qu'elle soit bonne.

On peut aussi concevoir des entités sociales à frontières mal définies, fluctuantes avec le temps. Les changements de caractéristiques de société avec le lieu seraient alors assez progressives et continues au lieu d'être brutales comme maintenant au passage d'une frontière. Et du même coup l'unité de l'ensemble (par exemple l'Europe) serait plus grande puisqu'il n'y aurait plus les Etats-nations pour assurer un clivage artificiel. Comme l'a dit Denis de Rougemont, l'Europe des régions est concevable et désirable, l'Europe des Etats-nations, par contre, est impossible.

Il y a beaucoup d'aspects de notre vie moderne que l'on pourrait repenser dans un cadre plus décentralisé, où l'homme aurait repris en mains une part importante de son destin. Je pense en

particulier au développement de la science, aux grandes industries, à l'information. Cela allongerait trop pour un seul article... Je pourrais peut-être le faire dans un article ultérieur, mais si par hasard quelqu'un d'autre avait de l'intérêt pour cela, je préférerais qu'il le fasse, lui. DP pourrait être utilisé pour discuter.

Pierre Lehmann

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Goulags

26 février :

Voici cent septante-cinq ans naissait Victor Hugo...

« Alors, dans Bezençon, vieille ville espagnole, Jeté comme la graine au gré de l'air qui vole, Naquit d'un sang breton et lorrain à la fois Un enfant sans couleur, sans regard et sans voix (...)

Cet enfant que la vie effaçait de son livre, Et qui n'avait pas même un lendemain à vivre, C'est moi. » (*Les Feuilles d'Automne*)

Je lis aujourd'hui dans les « Etudes soviétiques » : « Entre 1917 et 1976 les œuvres de Victor Hugo ont été éditées en URSS à 25 303 000 exemplaires. Il y a eu, en tout, 465 éditions. 211 d'entre elles (tirées à 2 794 000 exemplaires) ont été publiées dans les différentes langues des peuples de l'URSS. 266 éditions sont parues en langue russe à 22 225 000 exemplaires. Les œuvres de Victor Hugo en français ont été éditées 21 fois en URSS. »

Voilà qui est on ne peut plus réjouissant. Pourtant, je ne suis pas sûr que l'auteur des *Misérables* aurait beaucoup plus de sympathie pour un policier russe d'aujourd'hui que pour Javert, ni qu'il serait frappé par la différence essentielle qui devrait exister entre un « goulag », une clinique psychiatrique — et le bagne de Toulon ! Ce qui me conduit à me demander si les 25 millions de lecteurs soviétiques ont tous bien compris le mes-

sage de l'« imbécile » (« Oui, vous avez raison, je suis un imbécile ! ») ! On me dira que les cinq ou six millions de Suisses, chrétiens, si l'on en croit les statistiques, dans la proportion de 90 %, ne paraissent pas tous avoir approfondi le message évangélique, et qu'en particulier les 200 millionnaires de la Limmat ne semblent pas très sensibles à la parabole du chameau, du chas de l'aiguille, du riche et du Royaume de Dieu...

En Occident, les choses vont-elles différemment ? J'ai été frappé, récemment, par un tract contre notre société de plus en plus répressive, fort bien intentionné, mais qui faisait dire à Victor Hugo à peu près le contraire de ce qu'il a dit ! On connaît la célèbre phrase du poète : « Ouvrez une école, vous fermez une prison. » *Id est* : Ce n'est pas vrai qu'il y ait des criminels nés; que certains hommes naissent mauvais. Ils *deviennent* mauvais, parce qu'ils sont abandonnés, exploités, maltraités dès l'enfance. Si vous prenez soin d'eux dès l'âge le plus tendre, ils deviendront ce qu'en vérité ils *sont* : les prisons disparaîtront, parce qu'il n'y aura plus, ou presque plus, de criminels. Vision optimiste !

Or le tract lui faisait dire ceci : « Fermez une prison, vous ouvrez une école. » *Id est* : Pas de différence entre une prison et une école, qui n'est qu'un autre moyen de répression. Vision pessimiste !

Après tout, c'est à nous qu'incombe de faire en sorte que le rêve de Hugo se réalise dans les faits — et que les prisons disparaissent.

J. C.

GENÈVE

Faut-il faire payer les riches ?

En 1975, les contribuables dont le revenu imposable dépasse 75 000 francs sont, par rapport à l'ensemble des contribuables, deux fois et demie plus nombreux qu'en 19767. Mais leur participation à la totalité des recettes de l'impôt sur le

revenu a, en huit ans, légèrement baissé. C'est dire que la progression à froid de l'impôt, due à l'inflation, est à la charge des petits et moyens contribuables.

L'initiative socialiste, déposée en 1973, et sur laquelle les citoyens de Genève sont appelés à se prononcer pendant le prochain week-end, tend à mettre fin à cette manière d'accroître les ressources de l'Etat en épargnant les plus gros revenus. Elle prévoit l'indexation du barème de l'impôt sur le coût de la vie et, pour compenser le manque à gagner qui résultera de cette opération, la taxation supplémentaire des revenus supérieurs à 75 000 francs.

Ce n'est que justice; car en dix ans, depuis la dernière révision de la loi fiscale, la charge réelle des contribuables nantis d'un revenu de cent mille francs ne dépasse pas 15 % alors que pour un salaire de 36 000 francs par an elle a plus que doublé.

Genève, canton riche et attractif, peut comme en 1967 se donner une loi fiscale avancée, sans craindre le départ des gros contribuables.

Souliers, godasses et Cie

Nombre de ménages lausannois ont reçu récemment une magnifique enveloppe en papier glacé et luxueux, contenant des reproductions d'art... d'art, non pas pictural, mais pédestre. Bally présente la nouvelle collection de printemps dont « la fantaisie et la richesse de trouvailles concurrent efficacement la tenue soignée et le « bien tempéré » (*sic*). Parmi toutes les qualités de cette collection de premier choix, Bally a oublié d'en mentionner une : les chaussures Bally sont les meilleures pour les coups de pied au ... Si, si, les Valaisans peuvent l'attester, dont l'usine a été fermée il n'y a pas si longtemps parce qu'elle n'était pas rentable. Qu'ils vont être contents d'aller faire les foin dans leurs mazots en « espadrilles or et argent pour l'après-midi ».